



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service Environnement

Grenoble, le 27 octobre 2022

**Le préfet**  
à  
**Monsieur le président**  
**de l'Institut Laue Langevin**  
**71 avenue des Martyrs**  
**38042 Grenoble Cedex**

Affaire suivie par : Eric Brandon

Objet :

- Commune : Grenoble
- Pétitionnaire : Institut Laue Langevin
- Travaux : Nettoyage des passes-à-poissons - seuil de l'ILL sur le Drac
- Rubrique : 3150
- N° IOTA : 38-2022-0100005858
- Accord sur dossier de déclaration

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Nettoyage des passes-à-poissons - seuil de l'ILL sur le Drac**  
**Commune de Grenoble**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

Date de réception du dossier au guichet unique : 23 septembre 2022

Numéro d'enregistrement au guichet unique : 38-2022-0100005858

pour lequel un récépissé de dépôt de dossier de déclaration vous a été délivré en date du 7 octobre 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Du fait que, l'intervention est effectuée sans l'usage d'engin mécanisé dans le lit mineur du cours d'eau, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.**

Tel : 04 56 59 42 17/06 38 31 78 25

Mél : [ddt-spe@isere.gouv.fr](mailto:ddt-spe@isere.gouv.fr)

Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45  
38040 GRENOBLE Cedex 9

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie où se situent les travaux pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux prolonge de deux mois le délai mentionné.

Pour le préfet de l'Isère et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
Par subdélégation, le chef de l'unité  
police de l'eau et des milieux aquatiques,



Eric BRANDON

Copie de la lettre et de l'acte préfectoral transmis pour information à  
↳ Monsieur le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (sd38@ofb.gouv.fr)